

**La déclaration de démission de Titus EDZOA le 20 avril 1997**

**Mesdames, messieurs**

Il y a environ quinze ans, je m'engageai en politique pour un idéal, pour un système de valeurs sociales bien défini. J'y consacrai ma vie, professionnelle et privée, avec foi, sans regret, m'impliquant nuit et jour avec générosité, quelquefois même avec obstination, fier de servir mon pays. Je fus ainsi, tout à tour, sans interruption ministre chargé de mission à la Présidence de la République du Cameroun, conseiller spécial à la Présidence de la République du Cameroun, ministre de l'Enseignement supérieur, secrétaire général à la Présidence de la République du Cameroun, ministre de la Santé publique.

Aujourd'hui, à l'heure du bilan du système, le constat pour peu qu'on veuille bien être honnête, est hélas dramatiquement désolant sur les plans institutionnel, économique, social, culturel.

Personnellement, pour mes convictions politiques, j'aurai été très tôt combattu par une minorité so-disant pensante et influente, mais ô combien hypocrite et limitée du système. J'aurai été combattu par des tentatives permanentes d'humiliation des manœuvres inavouées d'intimidation et de délation. Grâce à Dieu, je restai imperturbable, m'évertuant de donner comme beaucoup d'autres Camerounais, du souffle à un système qui se vidait inexorablement de sa substance. Aujourd'hui, dans notre société, le rêve et la foi en l'avenir ont disparu, faisant la place au désespoir, à la résignation collective...

**Mesdames et messieurs, très chère(s) compatriotes,**

Aujourd'hui, contre le ministre de la Santé publique que je suis, ces basses manœuvres d'hier ont redoublé de perfidie, d'intensité et d'audace, ne me permettant pas de mener terme, dans la sérénité et la sécurité, la mission qui m'aura été confiée. Devant cette situation de dépit et dans l'impossibilité personnelle de participation libre et active à la construction de notre pays, droit et devoir de tout Camerounais, après une profonde réflexion, loin de toute pression et en harmonie avec ma conscience, j'ai décidé:

1) De mettre un terme, partir de cet instant, à mes fonctions de ministre de la Santé publique. Dans les heures qui suivent, ma lettre de démission sera transmise à Monsieur le Premier ministre, chef du gouvernement;

2) Libre de tout engagement politique, j'ai décidé de me déclarer candidat aux prochaines élections

présidentielles. Je donne ainsi aux Camerounais une autre possibilité d'alternance. De mon droit le plus légitime j'en fais un devoir.

J'ai cru nécessaire d'annoncer ces deux décisions bien avant l'échéance des élections législatives, afin de lever toute équivoque et surtout réaffirmer la transparence de mes convictions politiques. Tous les militants et les non militants des partis politiques, les femmes et les hommes, les jeunes et les moins jeunes de la société civile qui ont pu apprécier au bout de ces longues années mon action et mes convictions veuillent bien tenir compte de ce message au cours de ces élections législatives.